

Résistance en Guinée – juin 2015

Récemment de nombreuses analyses¹ ont étudié les différentes manifestations de réticence et de résistance actuellement critiques en Guinée. Plusieurs facteurs sont reconnus. Ils incluent : le contexte socio-historique qui a contribué à une méfiance voire défiance profonde envers l'Etat et l'autorité (sentiment "d'abandon" de la part des acteurs internationaux – les occidentaux ne sont revenus en Guinée que pour compter les cas, et ils abandonneront encore le pays dès que le nombre de cas aura diminué suffisamment ; interventions répressives et autoritaires ; perception que les élites traitent la population comme s'ils étaient interchangeables et inutiles, ...). Malgré ces connaissances, à l'heure actuelle, juin 2015, la réponse à Ebola continue de dessiner et mettre en œuvre ses interventions en ne prenant en compte ce contexte qu'à la marge.

Les éléments clefs suivants ont été compilés à partir des suggestions et perspectives recueillies auprès de plus de vingt-cinq anthropologues et chercheurs en sciences sociales (localisés en Afrique de l'Ouest et ailleurs) qui ont répondu à un appel en ligne pour fournir conseils et recommandations opérationnelles relatives aux "résistances" des communautés actuellement en Guinée.

Éléments clefs

Le contexte opérationnel de la réponse en juin 2015 est grandement différent des premières phases de la réponse. Les connaissances sur Ebola ont augmenté et les comportements et les pratiques se sont modifiés jusqu'à un certain point. Les communautés sont fatiguées, le niveau de peur d'Ebola a diminué et, à cause de la longueur de l'épidémie, la méfiance dans le gouvernement et les autorités n'ont cessé d'augmenter. Les comportements qui ont changé au Libéria et en Sierra Léone (ex. poignées de mains ; lavage de mains) ne sont toujours pas des pratiques courantes dans beaucoup d'endroits en Guinée. Des rapports montrent que « les gens arrêtent de parler d'Ebola » afin de faire face et de se distancier de la maladie mais également pour éviter les questions et les interventions perçues comme inappropriées ou inacceptables.

Dans le discours politique, les communautés sont blâmées pour la persistance d'Ebola à cause de leur ignorance, leur idiotie et le non-suivi des interventions. En retour, les communautés voient les politiciens et les élites puissantes comme faisant des bénéfices grâce à Ebola alors qu'elles-mêmes en souffrent (du virus et de sa menace ainsi qu'en termes socio-économiques réels). Le « business Ebola » n'a jamais été dénoncé (ou même discuté) et c'est critiqué.

La résistance peut être interprétée comme une forme d'autonomisation face à des interventions inacceptables ou provocatrices initiées par la réponse (nationale et internationale). Afin de minimiser et d'atténuer les résistances ainsi que de supprimer les raisons des résistances, la réponse et ses intervenants doivent fondamentalement réorienter ses relations avec les communautés. Au lieu de traiter les communautés comme le lieu de résistance négative et préjudiciables, les communautés doivent être considérées comme l'élément central de solutions positives. Les expériences au Libéria (et de plus en plus en Sierra Leone) ont démontré qu'Ebola ne sera contenu uniquement avec l'implication et la participation actives des communautés.

La réponse doit passer de la mobilisation sociale à l'engagement communautaire réel. Une grande partie de la communication actuelle reste unidirectionnelle, avec la réponse « disant » aux gens quoi faire (mais sans nécessairement leur montrant ou leur permettant réellement de le faire). A ce stade de la réponse (par opposition aux premières phases où des messages clés sur les risques, les signes et les symptômes étaient appropriés), il est essentiel que les vues, les griefs et les solutions de communautés soient écoutés, compris et sollicités.

Recommandations

- Qui les communautés croient et écoutent est fréquemment contesté en Guinée, mais il est évident que la « réelle » sensibilisation ne se fait pas en public par de « grands » hommes ou femmes, mais par une approche plus « bouche-à-oreille », personnelle et discrète.
- La réponse doit travailler avec des communautés hétérogènes en termes de prise de décision - les individus existent au sein des communautés, mais des réseaux sociaux plus larges doivent être intégrés au paysage opérationnel. Ne pas apporter dans les communautés d'autres acteurs extérieurs, mais plutôt intégrer les acteurs sociaux travaillant au niveau de la communauté et connus des populations locales (des Comités de surveillance communautaires sont déjà en place, mais ils ne fonctionnent pas bien et représentent plutôt des notions occidentales que locales en terme de participation et d'autorité. Une représentation imposée de la communauté n'est ni efficace ni efficiente).
- Impliquer et mobiliser davantage les organisations communautaires en particulier les femmes et les groupes de jeunes et des ONG locales. Soutenir ces groupes pour renforcer leur capital social et politique et leur permettre d'être des participants actifs dans la lutte contre Ebola ainsi que des défenseurs au niveau de la communauté. Il est recommandé que les canaux de communication soient ouverts entre les décideurs et la population, afin de faciliter l'appropriation au niveau local, de favoriser un sentiment de responsabilité et d'une certaine façon, de rendre comptes face aux communautés affectées.
- Les activités de mobilisation sociale dans les communautés ne doivent pas être accompagnées par du personnel militaire, de sécurité ou de police, mais plutôt par des anciens régionaux et locaux et des représentants de la Communauté Rurale du Développement (CRD) visités.

- Les chauffeurs de taxi, de camion, de poda poda et de motos sont des acteurs intrinsèques des réseaux sociaux étendus au sein des populations du fleuve Mano. Ces pilotes sont parfois appelés «cow-boys», comme ce sont souvent de jeunes hommes ou des hommes en début d'âge moyen avec des liens étroits pour une zone spécifique, et des connexions desserrées à d'autres. Ces liens ambivalents ainsi que le besoin de donner priorité au travail lucratif expliquent le faible niveau de respect qui leur ait accordé. Cependant, ils jouent un rôle important et de longue date comme convoyeurs et fournisseurs d'information sur les personnes et les lieux. Dans les villes et les ensembles périurbains, les réseaux de chauffeurs de taxi sont un canal de communication clé. Les taxis sont une ressource pour faire face aux situations d'urgence "normales" (par ex. utilisé comme source de transport fiable pour aller accoucher à l'hôpital ou suite à un accident de la route). Souvent, les gens utilisent les chauffeurs de taxi de leur quartier, de sorte que les relations entre les chauffeurs et les utilisateurs sont souvent personnelle (et liées à des relations client-patrons complexes, voir plus haut brève UNMEER). Les chauffeurs de taxi font déjà partie du plan transfrontalier entre Forécariah et Kambia (NB. Les chauffeurs de taxi de Coyah et de Kindia sont aussi pertinents et à inclure dans les communautés de taxi de Forécariah) et sont inclus dans la campagne de recherche active de cas de Dubreka, mais ils devraient être impliqués dans la réponse plus générale.
- D'autres réseaux d'acteurs communautaires ne sont pas pleinement engagés comme les femmes du marché, les vendeurs de médicaments et les guérisseurs traditionnels. En raison de leur rôle potentiellement compliqué dans une urgence de santé publique, les guérisseurs traditionnels (y compris les réseaux de « Sage Femme » et « Karamoko », savant musulman érudit qui fournit parfois des soins médicaux selon la connaissance islamique) n'ont pas été consultés ou impliqués dans la réponse. En Sierra Leone et au Libéria, le travail avec les guérisseurs traditionnels est (enfin) en cours. En Guinée, la réponse devrait reconnaître et intégrer ces fournisseurs de soins de première ligne en qui les communautés ont confiance et voir en eux un mécanisme de relais potentiel au niveau communautaire.
- Il faudrait accroître les partenariats avec les chefs traditionnels et religieux, tant au niveau des préfectures et sous-préfectures, et ainsi qu'avec la CRD élue. L'engagement avec les chefs religieux en Sierra Leone par Focus 1000 a été un élément clé de la réponse. En consultation avec les communautés chrétiennes et islamiques, des messages tirés de la Bible et le Coran ont été utilisés pour des stratégies de communication efficaces. Il est recommandé que le conseil inter-religieux national continu à être intégré dans la réponse et que la participation des chefs religieux soit augmentée à tous les niveaux.
- La méfiance envers les autorités médicales en ce qui concerne la recherche active des cas et des décès est généralisée. Cela aurait dû être géré efficacement il y a plusieurs mois d'autant plus que ça ne représentait pas à l'époque un enjeu majeur en Guinée. Il est impératif que les collectivités aient leurs mots à dire dans la réponse et notamment en matière de pratiques funéraires. Il semble y avoir un désir, positif, pour enterrer les morts correctement, malgré l'inquiétude que la restriction généralisée sur les funérailles puisse empêcher cela. Les approches punitives ne fonctionnent pas et les expériences de la Sierra Leone et du Libéria montrent que les familles et les chefs religieux doivent être impliqués dans le processus de sépulture (négociation des composantes traditionnelles et médicales).
- Aussi bien du côté de l'offre et que de la demande, l'accès aux services d'ambulance doit encore être amélioré en Guinée. Des initiatives telles que « Portes Ouvertes Ambulance » déployée avec succès en Sierra Leone (à Kambia et Port Loko) peuvent aider à bâtir la confiance et encourager les communautés à accéder à des services en temps opportun.
- Les barrages routiers ne devraient pas être augmentés en nombre, mais mieux dotés en ressources, donnant une plus grande visibilité au personnel de santé et la diminuant la présence militaire ou autres. Les compétences interpersonnelles de ces personnes doivent être améliorées par une formation ciblée. Si des forces de sécurité sont déployées, elles doivent parler la langue locale et être bien formées et disciplinées (plutôt que de demander une augmentation de Kola - argent pour passer le poste de contrôle - aussi souvent signalé). Il faut également accroître la responsabilisation et le suivi des barrages routiers. Tout changement dans le personnel ou les procédures des barrages routiers devraient être annoncés sur les stations de radio rurales et privés.
- La politisation de la réponse est préjudiciable (comme aussi vu à Kambia récemment). Un anthropologue a récemment rapporté de Conakry que certains ménages ne recevaient pas d'informations ou d'aide parce qu'ils appuyaient l'opposition. Ceci doit être géré rapidement. De même, il y a une nécessité d'assurer que les efforts d'intervention soient faits à travers tout le pays et avec une attention accordée à toutes les préfectures (par exemple, l'accent mis récemment sur Dubréka est perçu par beaucoup comme uniquement réactif).
- Bâtir la confiance est fondamental. En plus des recommandations ci-dessus, d'autres suggestions comprennent : lors de visites officielles montrer respect et dignité pour les personnes représentant l'autorité locale ; des gestes magnanimes de la part de l'État, par exemple la libération des personnes détenues en raison de leur implication présumée dans la «résistance» ; la limitation des interventions de sécurité, et la séparation de la sécurité et des activités communautaires. Dans la construction de la confiance, il est également nécessaire de prendre en compte les questions d'autorité. Le personnel de première ligne ne fonctionnent pas dans un vide politique : qui ils sont et les connotations qu'ils peuvent représenter dans les communautés où ils travaillent est un facteur important à prendre en compte.
- Nous devons nous concentrer sur les causes profondes de la résistance et comment la résistance se manifeste à différents moments et dans des lieux différents - la résistance ne doit pas rester un terme générique pour désigner les communautés ne suivant pas les interventions. Comprendre les perceptions de la communauté ne signifie pas un groupe de discussion vite fait bien fait mener par le personnel international arrivant en en 4x4 avec une escorte de sécurité, et ne donnant aucun résultats

tangibles pour la communauté. Cela signifie plutôt l'opérationnalisation des données qualitatives nuancées de la recherche anthropologique et socio-comportementale appliquée. Par exemple, dans le cas récent du corps déplacé par taxi de Forécariah à Conakry, savons-nous vraiment pourquoi la famille déplaçait le corps; le but; et le rapport bénéfice-risque pour la famille? Les gens savent qu'ils ne doivent pas être déplacés les corps, et pourtant ils le font encore : pourquoi et pour quel gain (s)? Nous avons besoin de comprendre la dynamique de la communauté dans des contextes localisés et chercher des exemples de déviance positive. Cela permettra un changement d'approche en termes d'engagement communautaire pour passer d'une approche se concentrant uniquement sur le non-respect des interventions à une approche se focalisant sur la mise en place par les communautés d'autoprotection et d'auto-mobilisation. Ceci permettra de jouer sur l'acceptabilité de l'adhésion aux interventions de riposte.

¹ Se référer à:

- James Fairhead (2015) Understanding social resistance to Ebola response in Guinea.

www.ebola-anthropology.net/wp-content/uploads/2015/04/Fairhead_EbolaASRFinalSubmissionWeb.pdf

- Julianne Anoko (2014) Communication with rebellious communities during an outbreak of EVD in Guinea: an anthropological approach.

www.ebola-anthropology.net/wp-content/uploads/2014/12/Communicationduring-an-outbreak-of-Ebola-Virus-Disease-with-rebellious-communities-in-Guinea.pdf

- ACAPS (2015) Guinea: Resistance to the Ebola Response, thematic note.

acaps.org/img/documents/t-acaps_ebola_guinea-resistance-to-ebola-response_24-april-2015.pdf